



MARCHE DE « TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION »

FOURNITURE, INTEGRATION ET MAINTENANCE D'UN LOGICIEL DE GESTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE POUR LES BESOINS DE L'EPF D'OCCITANIE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES **(CCTP)**

Accord-cadre passé en application des articles L. 2123-1
R.2123-1 1°, R.2162-1 à 6, R.2162-13 et R.2162-14
du code de la commande publique

Références : M2025/08

PREAMBULE

L'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPF), établissement public à caractère industriel et commercial de l'État, a été créé par décret du 2 juillet 2008, modifié par décrets du 29 décembre 2014, du 05 mai 2017 et 30 mars 2020. Il est habilité à intervenir sur les 13 départements de la région Occitanie (à l'exception des périmètres des trois EPF locaux Castres-Mazamet, Montauban et Toulouse).

Conformément aux dispositions de l'article L. 321-1 du Code de l'Urbanisme, l'EPF a pour mission de procéder à toutes les acquisitions foncières et opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement. Il peut aussi effectuer les études et travaux nécessaires à leur accomplissement et, le cas échéant, participer à leur financement. Ces missions peuvent être réalisées par l'EPF soit pour son compte ou celui de l'Etat et de ses établissements publics, soit pour celui des collectivités territoriales, de leurs groupements, ou de leurs établissements publics en application de conventions foncières passées avec eux.

La mission première de l'EPF est une mission d'acquisition et de portage foncier des biens (nus ou bâtis) nécessaires à la mise en œuvre du projet porté par la collectivité. Les biens peuvent être portés par l'EPF pendant plusieurs années (20 ans au maximum- de manière exceptionnelle pour les grands projets-, de manière plus classique jusqu'à 13 ans avec une durée moyenne de portage visée de 7 ans.

Ils sont cédés à la collectivité, en général la commune, ou le cas échéant l'EPCI, qui est garantie de rachat, ou à l'opérateur désigné par elle, au prix de revient.

Outre les recettes locatives (suite à l'acquisition de biens loués), le produit des cessions constitue, juste après les recettes fiscales (taxe spéciale d'équipement-TSE), la première source de recettes de l'établissement, soit entre 45 et 48 % du total des recettes selon les exercices budgétaires.

Fin 2024, l'EPF comptait 90 effectifs répartis entre un site principal à Montpellier et un site secondaire à Toulouse. L'établissement s'organise autour des directions suivantes :

- une direction générale
- une direction des ressources humaines
- une direction administrative, financière et des systèmes d'information
- deux directions foncières Est et Ouest
- une direction Travaux et expertise bâtiminaire
- une direction Traitement des copropriétés et restructuration urbaine
- une direction du pilotage, de la performance et de la prospective

1-OBJET DU MARCHÉ ET STRUCTURATION

1.1 Rappel du cadre de gestion financier de l'EPF

Les EPF sont soumis au décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Dans ce cadre, il est jusqu'au 31 décembre 2025 soumis à un double régime de comptabilité budgétaire et de comptabilité générale. **Ce régime change au 1er janvier 2026.**

IMPORTANT : l'outil à acquérir sera donc nativement en mode « organisme non soumis à la comptabilité budgétaire ».

Les EPF resteront soumis aux dispositions des titres I et III du décret GBCP à l'exclusion des 1° et 2° de l'article 175, et des articles 178 à 185 et 204 à 208. Concrètement, le régime budgétaire des organismes hors comptabilité budgétaire se caractérisera par :

- L'absence de limitativité des crédits ;
- L'absence de plafond d'emplois et de DPGECP ;
- L'absence d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP) ;
- La présentation et suivi détaillés des crédits par destination.

L'EPF est actuellement assujéti au contrôle budgétaire sur pièces et sur place exercé par le service du contrôle général économique et financier, dans les conditions de de l'arrêté NOR FCPB1611804A du 3 juin 2016 relatif aux modalités d'exercice du contrôle budgétaire sur les établissements publics fonciers de l'Etat (et de son document de contrôle pris en application de l'article 10). Ce régime doit évoluer au 1er janvier 2026 en contrôle économique et financier.

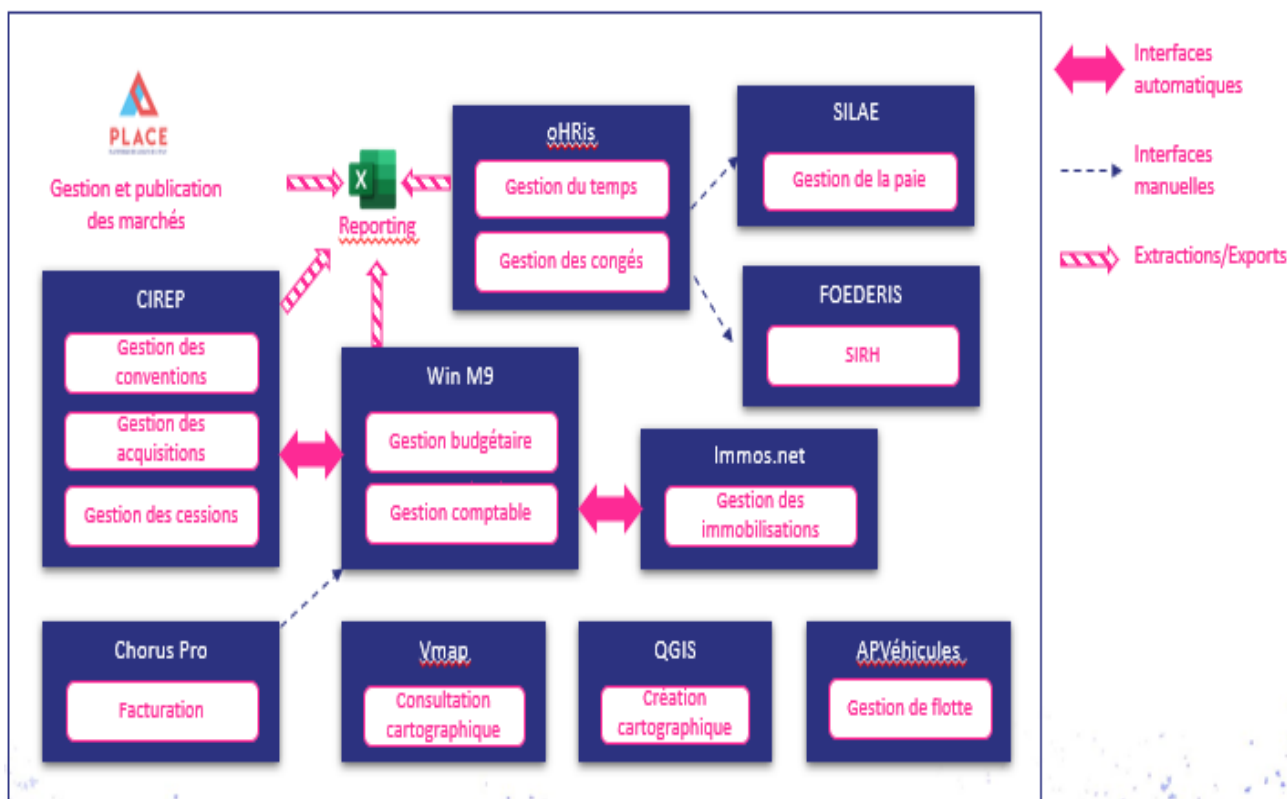
En termes de comptabilité générale, l'EPF applique l'instruction comptable commune publiée au BOFIP ainsi que le recueil des normes comptables pour les établissements publics (RNCEP) et plus spécifiquement la norme 24 propre aux opérations de portage foncier.

Par ailleurs, l'EPF est concerné par la conduite du projet d'application de gestion INFINOÉ (INformation FINAncière des Organismes de l'État), c'est-à-dire le nouvel infocentre des organismes publics nationaux. L'objectif ministériel de mise en production, fixé initialement au mois d'octobre 2023, a été reporté par la DGFIP (nouvelle date non connue à ce jour). Ce chantier oblige les organismes à rendre leur système d'information financier compatible techniquement avec le cahier des charges des spécifications techniques INFINOÉ rédigé par le ministère des comptes publics.

L'EPF utilise depuis juin 2016 la solution logicielle WinM9 de GFI, devenu INETUM. Compte tenu de l'arrêt programmé de maintenance du progiciel actuel et afin de répondre aux obligations réglementaires notamment en matière de comptabilité des organismes publics, il est impératif de faire évoluer notre système d'information comptable et budgétaire.

La date de mise en production du projet sera au plus tard le 1^{er} janvier 2026.

1.2 Ecosystème applicatif actuel de l'EPF



1.3 Description des principaux applicatifs métiers

VMAP (consultation cartographique)

Depuis 2021, l'EPF est passé sur une solution applicative libre de cartographie développée et maintenue par Veremes, articulée avec QGIS (Quantum Geographic Information System en GNU General Public License).

Logiciel métier foncier – « CIREP » (suivi de conventionnement et de transactions foncières/immobilières)

Ce logiciel, développé spécifiquement pour le compte de l'EPF retrace l'ensemble de l'activité foncière historique de l'EPF. Ce SI métier permet notamment :

- Suivi des conventions
- Gestion des acquisitions selon les différents types d'actions foncières (négociations, préemptions, expropriation)
- Gestion des cessions (rattachement à l'acquisition) avec l'établissement de fiches de prix de revient
- Suivi de l'inventaire des stocks foncières "physiques" (désignation des parcelles, bâtis et lots de copro, surface)
- Intégration des arpentages
- Suivi financier et dépenses et recettes depuis une interface avec le SI financier

Editeur : Eric PLANCHER (auto entrepreneur)

Hébergement : serveur de l'EPF

Support technique :

- Architecture client/serveur (VM) et remoteApp (RDS)
- Base de données FireBird

- GED interne déployé le 11/02/2021

IMPORTANT : ce logiciel obsoléscent techniquement et fonctionnellement a vocation à être remplacé en 2026. Ce titulaire sera informé dès le choix opéré par l'EPF. Un prestataire accompagne l'EPF dans le cadre de l'évolution de son SI métier.

WinM9

Logiciel financier et comptable GBCP.

Editeur Inetum

Hébergement : serveur de l'EPF

Support Technique :

- Architecture client/serveur (VM) et remoteApp (RDS)
- Base de données SQLServer
- GED basée sur Alfresco
- Authentification par SSO avec l'Active Directory

Immos.net

Logiciel pour la gestion des immobilisations.

Editeur Inetum

Hébergement : serveur de l'EPF

Support technique :

- Installé sur une machine virtuelle
- Les utilisateurs se connectent en RDS pour l'utiliser

ChorusPro

Chorus Pro est la solution mutualisée de facturation qui a été mise en place pour tous les fournisseurs (privés ou publics) de la sphère publique (État, collectivités territoriales...) afin de répondre aux obligations légales en matière de facturation électronique

Hébergé en dehors du système d'information de l'EPF d'Occitanie. Communication au travers d'interfaces décrites plus loin dans le document.

Reporting

Tableau de bord de suivi des objectifs de gestion et de contrôle de gestion réalisé par extractions manuelles au travers de l'outil Excel à partir des sources de données WinM9 ou CIREP

1.4 Description des interfaces et autres suivis existants

GFI-CAB

Outil de connexion déployé par l'éditeur INETUM entre WinM9 et la plateforme Chorus Pro afin de récupérer et insérer les factures déposées par les fournisseurs.

INFINOE – en cours de déploiement

L'interface entre l'outil WinM9 GBCP et la direction générale des finances publiques (DGFIP) pour remonter en temps réel les données budgétaires et comptables de l'établissement suppose la mise en place d'un connecteur. Les incertitudes et reprogrammations régulières quant à la mise en service de ce nouvel infocentre ont conduit l'EPF à suspendre son intégration dans la perspective d'une fin d'emploi de WinM9 au 31 décembre 2025.

Suivi des marchés

Le suivi de l'exécution des marchés est réalisé hors outil dans un fichier Excel.

La saisie des macro-données est manuelle à partir des informations, « engagement juridique, bons de commande et demandes de paiement » se trouvant dans WinM9.

Facturation / Gestion Locative

Le suivi de la gestion locative est réalisé hors outil dans un fichier Excel.

La génération des factures puis des ordres à recouvrer se font ensuite de façon manuelle dans WinM9

Recouvrement

Le recouvrement des créances est constaté dans WinM9 GBCP par l'agence comptable.

Le recouvrement contentieux est assuré hors SIF via des tableaux de bord Excel.

1.5 Architectures physique et logique du SI de l'EPF

Le SI de l'EPF est constitué de 3 serveurs physiques et 1 Network Attached Storage, situés à Montpellier :

- Serveur Poweredge R740 avec Hyperviseur VMWARE avec 8VM
- Serveur Poweredge R740 avec Hyperviseur VMWARE avec 10VM
- Serveur Poweredge R760XS avec Hyperviseur VMWARE avec 3VM
- NAS + Sauvegardes avec VEEMBACKUP

Un serveur de sauvegarde Poweredge R730 est en fonction dans les locaux toulousains de l'EPF d'Occitanie.

Ces serveurs physiques sont compartimentés en machines virtuelles de production (VM), dont l'une d'elle déjà préconfigurée a vocation à accueillir le futur logiciel acquis dans la cadre des présentes. La virtualisation est assurée par le logiciel VMWare.

Tous les postes clients sont sous Windows 10 ou Windows 11 avec des licences Office 365 Business Standard.

2. Cibles fonctionnelles générales, spécifiques et techniques attendues du nouveau système d'information financier

2.1 Cible générale du logiciel

La solution logicielle proposée sera fournie en mode OHCB (organisme hors comptabilité budgétaire) dès le 1^{er} janvier 2026.

La solution logicielle proposée devra respecter le cadre réglementaire suivant :

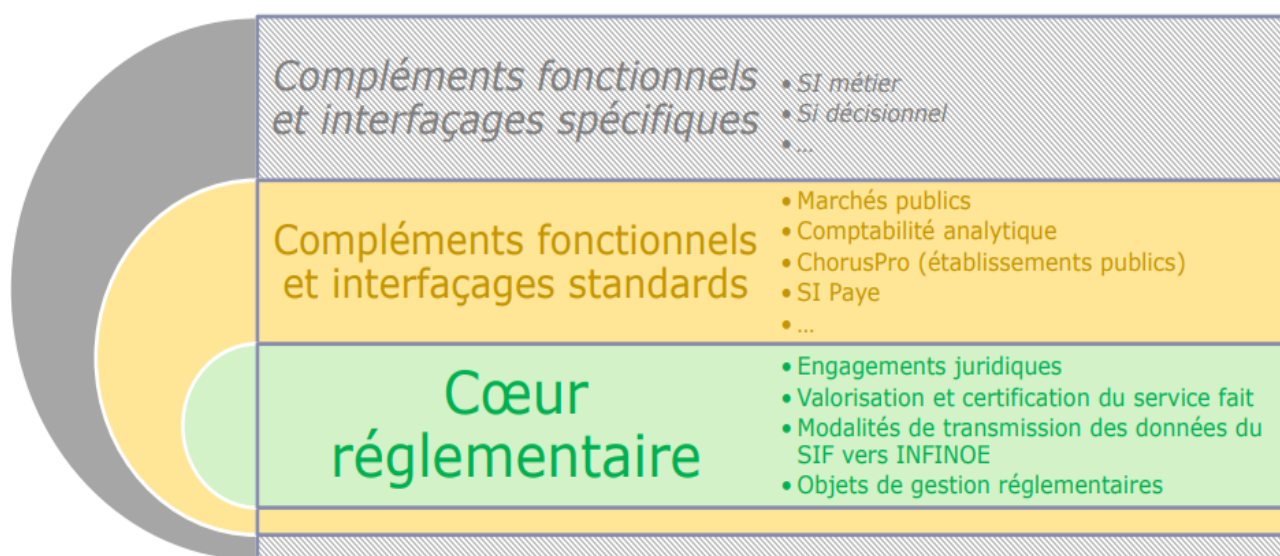
- Recueil des règles budgétaires des organismes (RRBO)-Version Sept 2023 et ses annexes
- Recueil des normes comptables des établissements publics (RNCEP version Juillet 2023)

- Instruction relative à l'élaboration des comptes consolidés par les organismes publics (7 mai 2024)
- Avis n°2022-04 TFT Norme 1 RNCEP ;
- Instruction Comptable Commune (ICC) 2025
- Vademecum de gestion budgétaire et comptable
- Instruction Juridique Commune (26 Septembre 2024)

Le logiciel SIF proposé doit ainsi couvrir le cœur réglementaire, être simple d'utilisation (ergonomie) et être source d'allègement des processus (par exemple la dématérialisation des bons de commande, les validations par workflows). Il pourra offrir des compléments fonctionnels permettant une meilleure mise en œuvre de la réglementation budgétaire et comptable (exemple : module marché public)

Des premiers interfaçages standards devront être possibles ou envisagés (par exemple avec les SI Paye, ChorusPro, gestion patrimoniale et locative etc...).

Un interfaçage devra être prévu avec un logiciel métier foncier pour connecter acquisitions et dépenses/recettes liées à cette acquisition notamment au regard de l'obligation de produire des états réguliers des dépenses auprès des partenaires.



Le SIF proposé par le titulaire doit présenter un pré-paramétrage standard GBCP c'est-à-dire au minimum les référentiels communs (Plan de comptes commun, natures de dépenses, nomenclatures destination, opérations pour comptes de tiers, opérations pluriannuelles... prévues par le RRBO), les schémas comptables (issus de l'instruction comptable commune), les processus de validation à au moins 2 étapes (saisie, validation).

Le logiciel devra nativement ou être rendu compatible techniquement avec le cahier des charges des spécifications techniques INFNOE rédigé par le ministère des comptes publics.

2.2 Cibles spécifiques

Plus particulièrement, ce nouvel outil doit permettre :

- Interfaçage des données entre l'outil comptable et l'outil opérationnel de suivi foncier afin de fiabiliser les données financières accessibles à l'ensemble des directions opérationnelles

(flux entrants et sortants entre les systèmes d'information) ; ce point est très important pour la fluidité et la fiabilité de l'activité quotidienne (fiches de prix de reviens, bilan réguliers d'activité, suivi de la consommation par convention, etc...)

- Interfaçage avec un SI décisionnel ;
- Extension de l'automatisation de certaines actions (écritures de stock en entrée et sortie en mode inventaire permanent) ou objets de gestion (recettes locatives avec prise en compte automatique des révisions de loyer) ;
- Mise en place d'un outil permettant le suivi des stocks entrants et sortants dans la comptabilité et de calculer une provision sur stock sur la base des minoration conventionnées ;
- Mise à disposition des requêtes nécessaires pour renforcer le contrôle interne ;
- Modification des objets de gestion dans l'année en cours (notamment sur la partie bons de commande) ;
- Mise à disposition d'un module « marché » intégrant toutes les spécificités des marchés publics (traitement des titulaires, co-traitants, sous-traitants, automatisation des révisions de prix, intégration des BPU informatisé, suivi financier pluriannuel des marchés) ;
- Mise à disposition d'un outil avec des niveaux de maîtrise documentaires et d'informations sur les flux permettant le passage en contrôle hiérarchisé de la dépense sans autre additif ;
- Permettre la poursuite d'un suivi financier des intentions de dépenses dans le contexte de disparition des autorisations d'engagement en mode OHCB

2.3 Caractéristiques techniques

Les systèmes de gestion de bases de données relationnelles (SGBDR) et les progiciels proposés par le soumissionnaire devront être compatibles avec l'architecture technique décrite au 1.5.

Le soumissionnaire détaillera les caractéristiques de la solution qu'il propose notamment en termes de :

- Type et version de base de données ;
- Type et spécifications du ou des serveurs préconisés ;
- Type et spécifications de poste client préconisés ;
- Préconisations en termes de réseau et de bande passante
- Langages de développement utilisé pour les écrans (et règles associées) et états

En cas de solution induisant un hébergement de la solution extérieur à l'architecture technique de l'EPF, le titulaire devra détailler les modalités dudit hébergement et s'assurer qu'elles répondent aux obligations légales et réglementaires, notamment en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel. Cet hébergement extérieur ne devra pas non plus empêcher les interfaces et échanges de flux demandés dans le présent CCTP.

La solution logicielle proposée devra assurer l'interopérabilité avec au minimum :

- les outils bureautiques (Word, Excel, Acrobat, Access, Mail) déployés à l'EPF ;
- les services opérés sous forme d'API ;
- les services exposés sous forme de Web Services ;

Le soumissionnaire détaillera la possibilité d'interfacer l'authentification de l'outil avec l'Active Directory de l'EPF d'Occitanie.

3- DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Prestation 1 : fourniture et intégration du logiciel

Outre la fourniture de la solution logicielle et son installation sur les postes utilisateur, cette prestation comprendra une phase de conception fonctionnelle du SIF, à savoir :

- Préparation de la solution par l'éditeur/intégrateur en lien avec l'établissement ;
- Arbitrage sur la réalisation d'éventuels développements spécifiques ;
- Paramétrage ;
- Reprise des données vivantes et intégration des données de base : toutes les données doivent avoir migré pour que l'outil soit fonctionnel au plus tard le 01/01/2026 pour le démarrage de l'exercice comptable 2026. La liste des données à reprendre est décrite à l'article 5 ci-après.
- Formations des utilisateurs référents : les premiers utilisateurs de l'outil devront être formés par le titulaire pour être opérationnels au 01/01/2026.
- Réalisation des manuels d'utilisation.

Prestation 2 : maintenance applicative et support aux utilisateurs

La maintenance applicative comprend la maintenance corrective, l'assistance téléphonique et la télémaintenance.

Elle commence à courir à compter de l'expiration de la période de garantie contractuelle d'une année. Elle comprend une assistance téléphonique tous les jours ouvrés au minimum sur les horaires 9h-12h et 14h-17h. Les délais de prise en charge et de réalisation dépendront de la criticité de la demande :

Niveau de la demande	Délai de prise en charge maximum	Délai de réalisation maximum
Normal	48h	1 semaine
Urgent	24h	2 jours
Bloquant	2h	24h

Prestation 3 : Prestations complémentaires- poste à bons de commande

En cas de besoins supplémentaires non couverts par les prestations forfaitaires, l'EPF émettra un bon de commande. Ces prestations complémentaires concernent :

- *Licences complémentaires*

Ce poste sera chiffré à zéro dans le cas où la proposition comprend des licences pour un nombre d'utilisateurs illimités.

- *Prestations complémentaires*

A titre non exhaustif, ces prestations complémentaires peuvent concerner :

- Reprise de données
- Développements spécifiques

- Paramétrage
- Formation

Le titulaire réalisera au préalable un devis précis détaillant toutes les actions nécessaires et justifiera le niveau de qualification de l'intervenant et la durée de la prestation pour réaliser le besoin exprimé par l'EPF.

4- FONCTIONNALITES ATTENDUES POUR LA SOLUTION

Le soumissionnaire synthétise dans son offre les fonctionnalités couvertes par son outil en version standard et les fonctionnalités qui nécessiteront d'effectuer un développement spécifique.

L'EPF d'Occitanie privilégie une solution qui nécessitera le moins de développements possibles et un interfaçage avec un outil métier foncier.

L'EPF d'Occitanie souhaite que les données de l'outil comptable et de l'outil opérationnel soient regroupées dans une base unique pour supprimer les anomalies de synchronisation et les doublons de documents.

4.1 Fonctionnalités obligatoirement présentées

Demande d'achat/bon de commande

L'outil devra intégrer l'organisation de l'EPF en matière de circuit de la demande d'achat et de sa validation. L'outil devra permettre notamment :

- La création des demandes d'achat au niveau du service prescripteur avec renseignement des imputations budgétaire et des montants ;
- Le suivi en temps réel pour les services prescripteurs de leurs demandes ;
- La création automatique de projets de bons de commande via les demandes d'achat initiées ;
- La transmission directement dans l'outil des bons de commande aux opérateurs économiques ou aux services prescripteurs

Facturation émise (hors gestion locative)

L'outil doit permettre dans le respect des mentions légales spécifiques à une facture :

- L'émission des factures / avoirs avec numérotation automatique ;
- La création automatique des pièces comptables associées (titres de recette issues principalement des cessions de foncier) ;
- La possibilité de suivre le déstockage des dépenses / recettes associé à chaque facture ;
- La gestion de différents taux de TVA

Service fait dématérialisé

Les services prescripteurs devront pouvoir suivre et être alertés des commandes en attente de constatation du service fait.

Gestion des stocks et des provisions

L'outil doit permettre :

- La tenue d'un inventaire permanent automatisé en entrée et sortie de stock ;
- L'établissement d'un stock détaillé à la ligne par compte comptable et par code convention. Le système devra gérer en stock aussi bien des recettes que des dépenses stockées (norme comptable 24) ;
- Le suivi des dépenses/recettes déstockées par opération (par cession, par facture émise lors de remboursement de travaux...) ;
- L'identification sur une opération en stock de toutes les dépenses ou recettes stockées ou déstockées ;
- La possibilité de sortir une extraction de toutes les dépenses et recettes stockées et ou déstockées sur une période donnée par nature de dépenses, poste, compte comptable et/ou par code convention ;
- Le transfert de dépenses / recettes d'un code convention à un autre.

Programmation budgétaire

L'outil doit permettre d'établir et suivre des prévisions budgétaires en dépenses (en « prévisionnel » et en « constaté ») par année, par opération et par nature et en recettes (en « prévisionnel et en réalisé ») par année, par opération et par nature.

L'outil devra pouvoir alerter en cas de dépassement des disponibilités budgétaires conventionnelles.

L'outil doit permettre l'édition des différentes liasses budgétaires format OHCB demandées dans le cadre des budgets initiaux/rectificatifs/compte financier.

Edition du compte financier

L'outil devra respecter les obligations légales et techniques de la DGFIP. L'outil devra également s'assurer de la fiabilité des états sortis pour éviter tout retraitement manuel.

Suivi des immobilisations

L'outil doit intégrer nativement un module permettant :

- La gestion des immobilisations corporelles, incorporelles et financières ;
- Le calcul des amortissements (gestion du *prorata temporis*, linéaires, dégressifs...) ;
- La gestion de la cession d'immobilisations (totale ou partielle) ;
- L'édition des tableaux d'amortissement ;
- La gestion des immobilisations en cours ;
- L'édition d'un état d'inventaire comptable détaillé
- La génération automatisée des écritures comptables (amortissement, sortie d'inventaire, cession ...).

Afin d'effectuer un rapprochement plus facile entre les inventaires des immobilisations physiques et comptables, le logiciel devra permettre un inventaire physique des biens (identification de l'emplacement, date achat, date de mise en service etc., génération d'un code d'identification des immobilisations (codes-barres ou autre).

Conventionnement

L'ensemble des conventions liées aux opérations devront être enregistrées dans le logiciel retenu. Elles sont identifiées par des codes multicaractères alphanumériques.

Chaque convention devra intégrer une date de signature, une date de clôture ainsi qu'un montant de convention, ce dernier devant être alertant (en cas d'atteinte d'un certain pourcentage d'exécution) ou bloquant en cas de dépassement.

Au sein de chaque convention devra être intégrée la notion de « sommier d'acquisition » sans que ce « champ » ne soit bloquant en référence ou en montant.

Le candidat devra expliquer comment sa solution peut répondre au mieux à cette organisation de conventionnement et permettre d'agréger les informations budgétaires, financières et comptables du plus petit niveau au plus élevé selon le besoin.

Par ailleurs, des axes analytiques devront pouvoir être créés.

Contrôle Hiérarchisé de la dépense

L'outil devra disposer d'un module de CHD intégré, paramétrable par l'agent comptable. Ce module devra déterminer automatiquement les pièces du workflow qui sont à contrôler et celles qui sont à valider sans contrôle.

L'outil pourrait également permettre de documenter l'intensité des contrôles réalisés sur une pièce donnée.

Suivi de marché

L'outil devra intégrer un module permettant de créer des fiches « marché » en fonction de la technique d'achat ou de la procédure employée pour leur passation. Les marchés publics seront renseignés en tenant compte des principales caractéristiques (durée, co-traitants, sous-traitants). Les DP devront être rattachées automatiquement aux fiches marché, afin d'y retrouver la totalité des pièces d'exécution, y compris les DP validées automatiquement dans le cadre du CHD. Le suivi financier du marché devra pouvoir se faire de façon synthétique dans l'outil avec une lecture sur la durée de vie totale du marché.

L'outil devra obligatoirement permettre de :

- Intégrer automatiquement des pièces financières (DPGF, BPU) de marchés par import de fichier Excel ;
- Générer des bons de commande à partir des données du marché (DPGF, BPU) ;
- Générer lesdites commandes en intégrant de façon automatique les révisions de prix ;
- Distinguer clairement les titulaires, co-traitants, sous-traitants. Ainsi les co-traitants devront apparaître en tant que tel dans l'outil (notion de 1^{er} et second rang réservé uniquement aux sous-traitants) ;
- Suivre les montants et échéances des accords-cadres avec des alertes paramétrables en cas de dépassement du montant global ou de l'échéance du marché ;
- Modifier certaines informations du marché en cas d'avenant ajustant le montant, la durée ou une modification dans le groupement solidaire, ou de mises au point

En option, l'outil pourra permettre de :

- Intégrer à terme une nomenclature achat avec association aux comptes comptables et nature de dépense (Investissement, Fonctionnement) ;
- Décompter automatiquement le montant sous-traité sur la part du titulaire en cas de sous-traitance ;
- Suivre les ordres de service (OS) avec les délais d'exécution afférents ;
- Automatiser le suivi des retenues de garanties avec des alertes au niveau de l'agence comptable en fonction des dates renseignées

Tiers

L'outil doit permettre :

- La sécurisation de la saisie/validation des coordonnées bancaires des tiers au niveau de l'agent comptable ;
- La création des tiers en lien avec la base Sirène afin de garantir les informations collectées

Référentiel

L'outil doit permettre l'édition d'un référentiel reliant les imputations budgétaires et comptables (à savoir sur une enveloppe dédiée les rubriques activées et les comptes comptables en lien)

Profils utilisateur

L'outil devra permettre de créer différents types de profils. Chaque profil est rattaché à des droits GED (consultation, ajout, suppression ou par défaut) mais également à une liste d'actions autorisées selon le domaine.

Chaque utilisateur pourra être habilité sur un ou plusieurs profils selon sa fonction ou ses délégations.

L'outil devra permettre de limiter les accès des utilisateurs à tout ou partie des objets de gestion en limitant les droits par enveloppe, destination ou rubriques. De même il devra être possible de cibler des tiers dits confidentiels afin de limiter les accès aux objets de gestion les concernant (exemple pour les dépenses relatives à la paie).

Le progiciel doit fournir à chaque utilisateur, en fonction des éléments indiqués ci-dessus, la possibilité d'accéder aux différentes étapes du workflow de validation de la chaîne de traitement des dépenses/recettes.

La détermination et le paramétrage de ces profils seront réalisés conjointement par le titulaire et l'EPF.

Il devra également conserver et permettre la consultation de l'historique des actions réalisées sur chaque étape de création, de validation et de modification des données (horodatage, intervenants...).

Agence comptable

L'outil devra traiter les actions suivantes :

- Génération des fichiers de paiement au format SEPA ;
- Possibilité de paramétrage du coefficient de déductibilité de la TVA afin de ne l'appliquer qu'à certaines dépenses ;
- Suivi des demandes de versement de décaissement (pièce uniquement comptable) non encore rattachées budgétairement ;
- Suivi simplifié des versements d'avance ou paiements échelonnés

Comptabilité analytique

Un double niveau de comptabilité analytique devra être intégré :

- Pour les dépenses de portage foncier : ces axes devront permettre de considérer les éléments que sont code convention, direction, axe du PPI, nature de la dépense/recette, département, parcelle, sommier d'acquisition, parcelle, lot ;
- Pour les dépenses de fonctionnement général afin de pouvoir cibler les dépenses par service ou par nature.

Processus de recouvrement

L'outil devra comporter un automate des poursuites permettant de suivre le recouvrement des créances et de générer des relances automatiques selon un paramétrage défini par l'agent comptable.

Sans que ce point soit obligatoire, l'outil devrait permettre de tenir des dossiers « débiteur ». Ces dossiers seront alimentés automatiquement par les poursuites réalisées, mais également par d'autres événements saisis manuellement. Le dossier « débiteur » devra intégrer des pièces jointes.

Etat/Reporting

Le logiciel devra permettre l'établissement d'états/reporting, soit par remplacement par un état fourni par le logiciel, soit au travers d'exportation des données afin de les retraiter dans un tableau Excel et autres formats d'échanges à préciser.

Interfaces

Le prestataire devra intégrer les interfaces suivantes dans le cadre du projet, à savoir :

➤ **Chorus Pro**

Factures reçues :

- Création des enregistrements de factures directement via une interface entre l'outil et Chorus Pro. L'interface doit reconnaître les codes services utilisés dans Chorus Pro pour identifier les factures (SIRET, bon de commande). De plus l'outil devra intégrer la possibilité de sélectionner une direction ainsi que le gestionnaire budgétaire et comptable concerné. L'objectif est de trier les factures, afin d'une part de faciliter la vérification des directions notamment pour les SF à traiter et d'autre part d'optimiser le traitement par gestionnaire.
- Interface des pièces jointes
- Remontée des statuts relatifs à l'état d'avancement d'une facture (mise à disposition, mise en paiement, réglée...)

Factures émises : si une facture émise (ordre à recouvrer) nécessite un dépôt de pièce via Chorus Pro, l'outil devra permettre ce dépôt de manière automatisée, sans besoin de se connecter à la plateforme de dématérialisation.

➤ *INFINOE*

Interface entre la solution et la direction générale des finances publiques (DGFIP) pour remonter en temps réel les données budgétaires et comptables de l'établissement.

➤ *CIREP (ou tout autre logiciel métier foncier)*

L'outil devra impérativement intégrer une interface automatique avec le SI métier en flux entrant (obligatoire)/sortant (option à activer lors du changement de SI métier).

La fréquence pour l'envoi des données sera de plusieurs fois par jour.

➤ SI décisionnel

Même si l'EPF d'Occitanie ne dispose pas actuellement d'un SI décisionnel, l'outil devra intégrer ce point afin de permettre une interface journalière avec le futur SI décisionnel choisi.

4.2 Fonctionnalités facultativement présentées

Gestion locative

- Le suivi des baux (date de début, date de fin, montant des loyers, avenants ...) ;
- La génération automatique de la facturation avec actualisation des indices, le logiciel allant récupérer les indices actualisés sur la base Insee des indices ;
- La création automatique des pièces comptables (OR relatifs aux titres de loyer suite à la facturation) ;
- La visualisation des encaissements des loyers avec les montants ;
- La gestion des dépôts de garantie (encaissement et reversement).

5- Périmètre de reprise des données

La reprise des données est un élément fondamental et critique pour la réussite de ce projet. Le soumissionnaire expliquera dans son mémoire technique la méthode retenue pour reprendre au minimum l'ensemble des données et pièces jointes décrites ci-après (en phase projet, cette liste pourra être complétée en COPIL par l'EPF conjointement avec le titulaire).

La liste des tiers

Tous les tiers avec leurs données et leurs pièces jointes depuis WinM9 GBCP (avec alerte sur des éventuels doublons de domiciliation bancaires) seront repris.

Les données de comptabilité générale

Ces données proviennent de sources différentes (ADX, WinM9 archives et WinM9 GBCP) :

- Toutes les pièces de dépenses et de recettes dont DRR/DRV/DP d'avance ;
- La liste des écritures validées par exercice comptable ;
- Les grands livres pour chaque compte comptable par exercice comptable ;
- Les balances par exercice comptable pour tous les comptes ;
- Les états de solde pour chaque compte
- Les factures et avoirs

Les données relatives au suivi des conventions foncières

Les données relatives aux conventions foncières seront à reprendre dans WinM9, avec leurs pièces jointes. Toutes les conventions (clôturées ou non) seront à reprendre.

Les données relatives aux marchés publics

La liste des marchés créés dans l'outil devra être reprise dans leur intégralité (dont pièces jointes).

Les stocks

Les données relatives aux provisions sur stocks par code convention devront être reprises sur la base d'un fichier Excel précisant ces informations.

Les données relatives aux immobilisations

Les immobilisations devront être reprises depuis Immo.net dans le logiciel proposé (valeur d'acquisition, amortissements, valeur nette comptable, inventaires physiques etc.).

6- Fournitures et livrables attendus

Fourniture du logiciel

- Les licences du progiciel ;
- La documentation standard du progiciel ;
- La documentation utilisateurs ;
- La documentation d'installation (serveurs et clients) ;
- La documentation d'administration ;
- La documentation du paramétrage (avec détail des paramétrages spécifiques réalisés pour les besoins de l'EPF Occitanie)
- La documentation des développements spécifiques éventuels
- Les licences de la ou des bases de données ;
- La documentation standard de la ou des bases de données

Les licences devront correspondre aux besoins, spécifications et éléments de dimensionnement fournie par l'EPF d'Occitanie.

Le mémoire technique détaillera les droits et obligations associés à ces droits de licences, dans le respect des dispositions du CCAG-TIC.

Intégration du logiciel

L'intégration et la mise en œuvre du logiciel composant la solution proposée par le titulaire doit comprendre :

- L'architecture fonctionnelle, applicative et technique de la solution ;
- Le paramétrage des serveurs supportant les progiciels et bases de données ;
- L'installation du logiciel ;
- L'installation de la ou des bases de données ;
- Le paramétrage du logiciel et de ses bases de données ;
- La méthode pour effectuer le paramétrage (spécifications fonctionnelles et gestion des droits) ;
- La reprise des données ;
- Les interfaces nécessaires et leur spécification ;
- La contribution et la réalisation des jeux de test sur la globalité de la solution proposée ;
- La réalisation des tests unitaires, tests d'intégration et tests de non-régression ;
- Les tests de performance ;
- La documentation de tous les tests précités ;
- L'exploitation et l'administration de l'architecture technique durant le projet ;
- La mise en œuvre et l'exploitation de l'architecture technique ;
- L'installation ;
- L'exploitation ;
- L'administration ;
- La mise en place de programmes correctifs ;
- Les éventuelles montées de version des progiciels selon les besoins de l'établissement ;
- La prise en compte des évolutions réglementaires ;
- Sauvegarde
- Gestion de configuration : mise en œuvre et exploitation des différents environnements et instances

- Test ou base école
- La production

L'EPF d'Occitanie souhaite que l'intégration des outils soit effectuée par le titulaire du marché, en communication avec le service, interne ou externe, de l'EPF en charge de l'infogérance du SI de l'EPF.

Assistance au démarrage

L'EPF d'Occitanie souhaite que les utilisateurs et les services informatiques de l'EPF bénéficient d'une assistance suffisante lors du démarrage, afin de limiter au maximum les dysfonctionnements éventuels.

Le titulaire se sera engagé à mettre en place, pendant cette période, un dispositif de maintenance corrective apte à enregistrer puis corriger les anomalies signalées.

Le mémoire technique détaillera les prestations d'assistance au démarrage incluses dans la proposition.

Formation et transfert de connaissances

Les formations initiales devront être réalisées sur site.

La prestation attendue concerne le transfert de compétence d'une part et la formation d'autre part

- Le transfert de compétence ;
- Réalisation d'états, de rapports et de requêtes ;
- Paramétrage des droits ;
- Paramétrages des écrans ;
- Paramétrage de 1^{er} niveau ;
- L'assistance au démarrage ;
- La formation (supports de formation et formation elle-même) : Super utilisateurs (membres de l'équipe projet) ;
- Utilisateurs finaux.

Le candidat proposera dans son mémoire technique un plan de formation avec calendrier pour répondre aux besoins du projet exprimés dans ce document.

Ce plan décrira les sessions proposées : contenu, population, durée, nombre de sessions, nombre maximum de participants par session, prérequis en termes de logistique à prévoir, supports fournis, profil des intervenants.

Le coût des formations inclura l'animation pédagogique, les supports de formation, la préparation des sessions et les frais de déplacement et d'hébergement. Aucun frais supplémentaire ne pourra être pris en charge ultérieurement.

7. Modalités de pilotage et calendrier

7.1 Pilotage

Le titulaire du marché désignera un chef de projet pour la durée du projet qui sera l'interlocuteur de l'EPF d'Occitanie.

Le directeur administratif, financier et des systèmes d'information (volets budgétaire et informatique) et l'agent comptable (volet comptable) de l'EPF d'Occitanie sont désignés conjointement chefs de projet. Ils ont la charge d'organiser le projet de manière opérationnelle, de le planifier, de suivre l'avancement des travaux et la cohérence des solutions proposées, de gérer les risques projet.

L'EPF d'Occitanie met en place un comité de pilotage composé tel que suit :

- Directeur administratif, financier et des systèmes d'information ou son représentant
- Agent comptable de l'EPF d'Occitanie ou son représentant
- Responsable budgétaire et financier
- Un représentant, interne ou externe, du support informatique des SI de l'EPF
- Le contrôleur de gestion de l'EPF d'Occitanie
- La directrice Pilotage de la Performance et de la Prospective ou son représentant
- Plus largement, tout membre de l'EPF ou prestataire nécessaire selon les besoins et les étapes du projet (par exemple : DRH ou communication pour la conduite du changement ; AMO de l'EPF pour le projet d'évolution du SI métier etc.)

Le comité de pilotage a un rôle à la fois technique et fonctionnel dans le contrôle de l'avancement du projet. Il aura ainsi plus spécifiquement la charge de :

- Valider la conception fonctionnelle du logiciel proposé ;
- Valider le calendrier projet ;
- Valider les étapes majeures du projet (intégration, développement, recettes)

Le comité de pilotage se réunira une fois par mois, en présentiel ou en visio-conférence.

Le chef de projet désigné par le titulaire sera en charge de la :

- Réalisation des ordres du jour des réunions (avec diffusion aux participants minimum 5 jours ouvrés avant le jour de la réunion ;
- Animation/Présentation des réunions
- Réalisation des comptes-rendus des réunions (Comité de Projet, Comité de Pilotage ...) avec diffusion aux participants après validation du chef de projet EPF EPORA maximum 5 jours ouvrés après le jour de la réunion.
- Réalisation des tableaux de bord du projet (avancement, risques, planning actualisé, plan d'action à court terme) présentés aux réunions Comité de pilotage.

7.2 Calendrier

Dans la limite des délais butoirs ci-après, le mémoire technique du soumissionnaire comprend un calendrier prévisionnel et le contenu détaillé de chaque phase. Le planning proposé par le titulaire une fois validé par le COPIL deviendra contractuel et engagera le titulaire.

- Installation et mise en ordre de marche : au plus tard le 31 août 2025 ;
- Début des opérations de vérifications d'aptitude : au plus tard le 1^{er} septembre 2025
- Fin des opérations de vérifications d'aptitude : au plus tard le 31 décembre 2025
- Entrée **impérative** en service régulier : 1^{er} janvier 2026
- Fin de opérations de vérification du service régulier : 31 mars 2026